



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 44

Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Fortier
Ministre délégué aux Finances**

**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de permettre à toute corporation professionnelle d'imposer à ses membres l'adhésion à un contrat collectif d'assurance conclu par elle et de créer, avec l'autorisation du ministre des Finances, un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle. Il vise aussi à assurer la répartition du coût de cette assurance-responsabilité entre tous les membres de cette corporation professionnelle ou certaines classes d'entre eux, en fonction du risque qu'ils représentent.

À cette fin, ce projet modifie la Loi sur les assurances de façon à y assujettir une corporation professionnelle qui décide d'agir comme assureur.

Ce projet apporte une modification à la Loi sur le Barreau de façon à lui assurer le bénéfice des modifications introduites au Code des professions à ce sujet.

Finalement, ce projet introduit au Code des professions des modifications à cette fin ainsi qu'une mesure favorisant le recouvrement du coût de cette assurance-responsabilité.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)
- Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)
- Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)

Projet de loi 44

Loi sur l'assurance-responsabilité professionnelle

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES ASSURANCES

1. L'article 1 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est modifié:

1° par l'addition, dans la troisième ligne du paragraphe *l* et après le mot « général », de ce qui suit: « ainsi que le gestionnaire d'un fonds d'assurance et, si ce gestionnaire est une corporation, ses administrateurs »;

2° par le remplacement, à la fin du paragraphe *t*, du point par un point-virgule;

3° par l'addition, après le paragraphe *t*, du paragraphe suivant:

« *u*) « fonds d'assurance »: un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle constitué par une corporation professionnelle régie par le Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26). ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 174, de ce qui suit:

«CHAPITRE IV.1

«CORPORATION PROFESSIONNELLE

«SECTION I

«AUTORISATION D'ASSURER SES MEMBRES

« **174.1** Une corporation professionnelle régie par le Code des professions peut, si elle est autorisée par le ministre et si elle est titulaire d'un permis de l'inspecteur général, assurer la responsabilité professionnelle de ses membres.

« **174.2** Aux fins d'obtenir l'autorisation du ministre, la corporation professionnelle transmet à l'inspecteur général une requête signée par son président établissant :

1° qu'un règlement a été approuvé pour imposer à ses membres ou à certaines classes d'entre eux l'obligation de souscrire à un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle;

2° qu'elle a adopté une résolution pour créer un tel fonds d'assurance;

3° que les sommes qui seront payables par ses membres seront suffisantes pour assurer le financement de ses opérations d'assurance et maintenir un excédent de l'actif sur le passif au moins égal au montant minimum requis conformément à l'article 275.

« **174.3** La requête doit être accompagnée des documents suivants :

1° un plan de développement appuyé d'une projection, sur une période d'au moins trois ans, du bilan, du compte d'exploitation et du compte d'excédent et explicitant les hypothèses de calcul retenues;

2° un plan d'opération mentionnant, s'il en est, le nom et l'adresse du gestionnaire à qui sera confié la gestion du fonds d'assurance;

3° une copie certifiée conforme de la résolution du Bureau de la corporation professionnelle adoptée pour créer le fonds d'assurance.

« **174.4** L'inspecteur général peut exiger en outre tout renseignement et tout document qu'il estime nécessaire à l'appréciation de la requête.

« **174.5** Le ministre peut, s'il l'estime opportun et après avoir pris l'avis de l'inspecteur général, autoriser la corporation professionnelle à assurer la responsabilité professionnelle de ses membres.

« SECTION II

« ADMINISTRATION DU FONDS D'ASSURANCE

« **174.6** Le fonds d'assurance est administré par un conseil d'administration composé d'au moins 5 membres nommés par le Bureau de la corporation professionnelle.

Toute référence aux administrateurs d'un assureur s'entend, aux fins de l'application à une corporation professionnelle de la présente loi et de ses règlements, des administrateurs de son fonds d'assurance.

« **174.7** Il n'est pas nécessaire d'être membre de la corporation professionnelle pour faire partie du conseil d'administration de son fonds d'assurance.

« **174.8** Ne peuvent être administrateurs du fonds d'assurance:

1° un agent d'assurance, un expert en sinistres, un administrateur ou un dirigeant d'une autre corporation traitant avec la corporation professionnelle en pareille qualité;

2° un failli non libéré;

3° un mineur;

4° un interdit ou un faible d'esprit déclaré incapable par un tribunal, même étranger.

« **174.9** Le montant global des rémunérations qui peuvent être versées aux administrateurs pour une période déterminée doit être fixé par le Bureau de la corporation professionnelle. Un administrateur ne peut toucher aucune rémunération à ce titre avant l'adoption d'une résolution à cet effet.

« **174.10** La corporation professionnelle assume la défense des administrateurs qui sont poursuivis par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions et paye, le cas échéant, les dommages-intérêts résultant de cet acte, sauf s'ils ont commis une faute lourde ou une faute personnelle séparable de l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, la corporation professionnelle n'assume que le paiement des dépenses des administrateurs qui avaient des motifs raisonnables de croire que leur conduite était conforme à la loi ou le paiement des dépenses des administrateurs qui ont été libérés ou acquittés.

La corporation professionnelle assume les dépenses des administrateurs qu'elle poursuit pour un acte accompli dans l'exercice de leurs fonctions si elle n'obtient pas gain de cause et si le tribunal en décide ainsi.

Si la corporation professionnelle n'obtient gain de cause qu'en partie, le tribunal peut déterminer le montant des dépenses qu'elle assume.

« **174.11** Le conseil d'administration du fonds d'assurance peut confier à un gestionnaire les opérations courantes du fonds d'assurance de la corporation professionnelle, notamment la perception des primes, la délivrance des polices, le paiement des indemnités, la réassurance cédée et le placement des actifs du fonds d'assurance.

«SECTION III

«ACTIF DU FONDS D'ASSURANCE

« **174.12** Le fonds d'assurance est constitué des primes et des autres sommes fixées conformément au paragraphe *p* du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions et des revenus qu'elles génèrent.

« **174.13** L'actif du fonds d'assurance constitue un patrimoine distinct des autres actifs de la corporation professionnelle affecté exclusivement à ses opérations d'assurance en responsabilité professionnelle.

Il doit être désigné dans les livres, registres et comptes de la corporation professionnelle de manière à être séparé de ses autres actifs.

« **174.14** L'exercice financier du fonds d'assurance est l'année civile.

« **174.15** Aucun créancier de la corporation professionnelle n'a de droit sur l'actif du fonds d'assurance si ce n'est en vertu d'une réclamation résultant de ses opérations d'assurance en responsabilité professionnelle.

De même, aucun créancier du fonds d'assurance n'a de droit sur les autres actifs de la corporation professionnelle.

« **174.16** Tous les coûts inhérents aux opérations du fonds d'assurance doivent être assumés à même son actif.

« **174.17** L'inspecteur général peut, s'il estime que les sommes que doivent verser les membres d'une corporation professionnelle ou certaines classes d'entre eux à son fonds d'assurance, ne sont plus

suffisantes, eu égard à ses obligations, pour maintenir un excédent de l'actif sur le passif au moins égal au montant minimum requis en vertu de l'article 275, ordonner à la corporation, après lui avoir donné l'occasion d'être entendue, d'augmenter, pour le montant et la période qu'il détermine, les sommes nécessaires pour défrayer le fonctionnement du fonds d'assurance.

« **174.18** En cas de défaut de la corporation professionnelle de donner suite à l'ordonnance de l'inspecteur général, celui-ci peut, par requête, demander à un juge de la Cour supérieure de prononcer une injonction pour qu'elle s'y conforme.

La requête en injonction constitue une instance par elle-même.

La procédure prévue au Code de procédure civile s'applique. Toutefois, l'inspecteur général n'est pas tenu de fournir un cautionnement. ».

3. L'article 205 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, dans la deuxième ligne du paragraphe *f* et après le mot « règlements », de ce qui suit : « sauf s'il s'agit d'une corporation professionnelle » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *i* et après le mot « corporation », des mots « ou, le cas échéant, de son fonds d'assurance » ;

3° par le remplacement, à la fin du paragraphe *l*, du point par un point-virgule ;

4° par l'addition, après le paragraphe *l*, du paragraphe suivant :

« *m*) dans le cas d'une corporation professionnelle, son plan d'opération et, le cas échéant, le nom et l'adresse du gestionnaire à qui elle a confié la gestion de son fonds d'assurance ainsi qu'une copie du contrat de gestion. ».

4. L'article 210 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après l'expression « d'assurance », des mots « ou une corporation professionnelle ».

5. L'article 211 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *f* et après le mot « corporation », des mots « ou, le cas échéant, son fonds d'assurance ».

6. L'article 219.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, du mot « compagnie » par le mot « corporation ».

7. L'article 220 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « permis », des mots « autre qu'une corporation professionnelle ».

8. L'article 224 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après l'expression « d'assurance », des mots « ou une corporation professionnelle ».

9. L'article 244 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « les fonds de la compagnie » par les mots « ses fonds »;

2° par le remplacement de la dernière ligne par la suivante : « de ses assurés, actionnaires ou membres. ».

10. L'article 245 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la partie qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa et après les mots « société mutuelle », des mots « ou une corporation professionnelle »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Le placement des actifs d'une société de secours mutuel ou d'un fonds d'assurance doit être effectué conformément aux règles de placement des biens appartenant à autrui prévues au Code civil du Bas-Canada. ».

11. L'article 246 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « mutuelle », des mots « ou une corporation professionnelle ».

12. L'article 247 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « mutuelle », des mots « ou une corporation professionnelle ».

13. L'article 247.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « mutuelle », des mots « ou une corporation professionnelle ».

14. L'article 259 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, dans la deuxième ligne du paragraphe *a* du premier alinéa et après le mot « enfants », de ce qui suit : « et, dans le cas d'une corporation professionnelle, aux membres de son Bureau »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « assureur », des mots « autre qu'une corporation professionnelle ».

15. L'article 291 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa, par le suivant :

« Le vérificateur est nommé comme suit :

1° dans le cas des Lloyd's, par eux ;

2° dans le cas d'une corporation, par ses membres réunis en assemblée générale ou, s'il s'agit d'une corporation professionnelle, par son Bureau ;

3° dans le cas d'une compagnie, suivant les lois qui la régissent. ».

16. L'article 299 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a*, par les suivants :

« *a*) le nom et l'adresse des administrateurs ;

« *a.1*) le nombre des actionnaires ou membres ou, dans le cas d'une corporation professionnelle, le nombre des membres assurés ; ».

17. L'article 301 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Dans le cas d'une corporation professionnelle, le rapport annuel et le rapport des vérificateurs doivent être soumis au Bureau de la corporation qui doit les rendre disponibles aux membres. ».

18. L'article 319 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « celle-ci », des mots « ou, dans le cas d'une corporation professionnelle, cent membres assurés ».

19. L'article 326 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *c*, du point par un point-virgule ;

2° par l'addition, après le paragraphe *c*, du paragraphe suivant :

« d) aux administrateurs d'un fonds d'assurance et aux employés de la corporation professionnelle qui l'a créé. ».

20. L'article 341 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Aucun » par les mots « À l'exception d'une corporation professionnelle, aucun ».

21. L'article 378 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa et après le mot « membres », des mots « ou, dans le cas d'une corporation professionnelle, cent membres assurés ».

22. L'article 388 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion dans la troisième ligne du paragraphe *b* et après le mot « membres », des mots « ou, s'il s'agit d'une corporation professionnelle, des membres assurés »;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *c* et après le mot « assureur », des mots « ou, le cas échéant, de son fonds d'assurance ».

23. L'article 392 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « aux sociétés mutuelles » par les mots « à la liquidation d'une société mutuelle et d'un fonds d'assurance »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« À cette fin, on entend par « compagnie », dans ladite loi, une société mutuelle ou un fonds d'assurance, par « actionnaire » un membre de la société mutuelle ou un membre assuré par la corporation professionnelle et, lorsqu'une disposition de ladite loi exige le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du capital-actions d'une compagnie, cette disposition est censée exiger le vote d'un nombre de membres de la société mutuelle ou de membres assurés par la corporation professionnelle égal à la proportion déterminée en valeur. ».

24. L'article 393 de cette loi est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, du mot « sociétaires » par le mot « membres ».

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 393, du suivant :

« **393.1** La liquidation d'un fonds d'assurance est décidée par résolution du Bureau de la corporation professionnelle qui l'a créé.

Aux fins de l'application des dispositions de la présente loi à la liquidation d'un fonds d'assurance, toute référence à l'assemblée générale d'une corporation doit s'entendre d'une réunion du Bureau de la corporation professionnelle qui a créé le fonds d'assurance. ».

26. L'article 397 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « corporation », des mots « ou, le cas échéant, de son fonds d'assurance ».

27. L'article 398 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « corporation », des mots « ou, le cas échéant, de son fonds d'assurance ».

28. L'article 402 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, du mot « compagnie » par les mots « corporation autre qu'une corporation professionnelle ».

29. L'article 404 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *b* et après le mot « corporation », des mots « autre qu'une corporation professionnelle »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe *d* et après le mot « employés », des mots « d'une corporation autre qu'une corporation professionnelle ».

30. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 404, du suivant:

« **404.1** Les membres assurés par une corporation professionnelle au cours de l'une des trois années précédant le commencement de la liquidation de son fonds d'assurance, se partagent, au prorata des sommes qu'ils ont versées au cours de ces années, tout solde disponible du fonds d'assurance, une fois ses obligations acquittées. ».

31. L'article 420 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *l* et après le mot « assureurs », des mots « ou, le cas échéant, de leur fonds d'assurance ».

LOI SUR LE BARREAU

32. L'article 15 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est modifié par la suppression du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2.

33. L'article 86 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) est modifié:

1° par le remplacement, au sous-paragraphe ii du paragraphe *l* du premier alinéa, de tout ce qui suit le mot « ou » par les mots « n'ont pas versé la somme fixée conformément au paragraphe *p* du présent article »;

2° par l'addition, après le paragraphe *o* du premier alinéa, du suivant:

« *p*) établit la somme nécessaire pour défrayer le coût du fonctionnement du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle, fixe la répartition de la somme prévue entre tous les membres de la corporation ou certaines classes d'entre eux, de même que la date et le lieu de paiement de cette somme, le tout selon les conditions et modalités qu'il détermine; à cette fin, le Bureau peut notamment fixer la somme payable par un membre, en fonction du risque que représente sa classe, eu égard aux réclamations présentées dans le cadre du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle depuis le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe*), pour les fautes ou négligences que ce membre a commises dans l'exercice de sa profession.

Cette somme inclut les primes, les frais d'administration, les contributions dans le cadre du régime collectif ou du fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle, et tous autres frais inhérents au fonctionnement de ce régime.

Malgré l'article 96, le Comité administratif ne peut exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa. ».

34. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 86, du suivant:

« **86.1** Le Bureau peut, par résolution, créer un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle et l'administrer conformément à la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32).

Cette résolution n'entre en vigueur que si le ministre des Finances autorise la corporation professionnelle à agir à titre d'assureur pour assurer la responsabilité professionnelle de ses membres conformément à un règlement adopté en vertu du paragraphe *l* de l'article 94.

Rien dans le présent code n'empêche une corporation professionnelle de constituer, acquérir ou administrer une compagnie d'assurance pour assurer la responsabilité professionnelle de ses membres.

Malgré l'article 96, le Comité administratif ne peut exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa. ».

35. L'article 94 de ce code est modifié par le remplacement du paragraphe *l* par le suivant :

« *l*) imposer aux membres de la corporation ou à certaines classes d'entre eux en fonction du risque qu'ils représentent, notamment à ceux qui exercent à leur propre compte, l'obligation de fournir, par contrat d'assurance, de cautionnement ou par tout autre moyen déterminé par règlement, une garantie contre la responsabilité qu'ils peuvent encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de leur profession, ou l'obligation d'adhérer au contrat d'un régime collectif conclu par la corporation ou de souscrire à un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle établi conformément à l'article 86.1, à ces fins. ».

36. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).